



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'UNION AFRICAINE APPUI LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES FEMMES MALAGASY DANS LE CADRE DE LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Le 25 Mars 2015 à Antananarivo, Dans le cadre de Réconciliation nationale et la Consolidation de la paix, le Gender-Links en partenariat avec l'Union Africaine a organisé un dialogue entre les femmes Malagasy pour leur contribution au processus de réconciliation et de consolidation de la paix du 23 au 24 mars à Madagascar.

La réconciliation, les élections municipales ainsi que la conduite des réflexions sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) figurent dans l'agenda national et de la feuille de route signée en 2011.

Nonobstant les progrès et l'engagement des autorités nationales et religieuses de conduire les différents processus jusqu'au bout, plusieurs défis, parmi lesquels l'intégration de la dimension genre, restent à relever pour que le pays retrouve une stabilité politique, économique et culturelle durable.

C'est dans cette perspective que l'initiative de Gender Links a été appuyée par la Division Reconstruction Post-conflit et Développement, Département Paix et Sécurité de la Commission de l'Union Africaine, afin de créer un espace de dialogue pour les acteurs non-étatiques. La contribution de ces derniers, notamment les femmes et les jeunes, permettrait l'inclusivité et la prise en considération des aspirations profondes de toute la communauté nationale.

L'atelier de deux jours a été officiellement lancé par la Représentante de la Présidente de la Commission de l'Union africaine à Madagascar, Ambassadeur Hawa Ahmed Youssouf, ainsi que le Médiateur de la République, Mme Monique Andreas ESOAVELOMANDROSO et le Représentant de Mme la Ministre de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, M. Jean Michel BEDO.

Lors de son intervention, Mme Hawa Ahmed Youssouf a salué « *tous les efforts entrepris par les autorités nationales et religieuses pour les différentes assises qui ont eu lieu dans la capitale dans le but de faciliter le dialogue entre les acteurs politiques du pays et pour les consultations du peuple dans les régions* ». Elle a réaffirmé l'engagement de l'Union africaine à faire valoir tous les principes compris dans la « Déclaration Solennelle pour l'Egalité de Genre en Afrique » de juillet 2004. Mme le Médiateur National a, quant à elle, insisté sur la nécessité de « *marquer des avancements concrets dans la prise en compte et la participation des femmes dans toutes les discussions importantes y compris le processus de réconciliation nationale et de réforme du secteur de la sécurité* ».

A l'issue des travaux, les participantes ont adopté « la Déclaration d'Antananarivo » dans laquelle elles demandent une participation accrue, significative et effective des femmes dans les

processus de prise de décisions, de réconciliation nationale, de consolidation de la paix, des élections, de réforme du secteur de la sécurité et de développement.

De même, elles demandent la ratification du protocole de la SADC sur le genre et le développement de 2008, le protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur les Droits des femmes (2003-Maputo), l'adoption d'un plan national de mise en application de la Résolution 1325 ainsi que l'adoption d'une loi nationale sur la représentation proportionnelle des femmes.

Mme. Really Onitiana, Ministre de la Population, de la Protection sociale et la Promotion de la femme s'est engagée, à l'occasion de la cérémonie de clôture, à défendre la Déclaration des femmes et à soutenir le processus de ratification des textes internationaux et régionaux relatifs aux droits de la femme.

Fait à Antananarivo le 25 Mars 2015